



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France  
Unité départementale du Val-d'Oise**

Immeuble Jacques Lemerrier  
5 avenue de la Palette  
95300 Pontoise

Pontoise, le 7 octobre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18 septembre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Etex France building Perform (ex SINIAT)**

Montmorency Est  
95570 - BOUFFEMONT

**Références** : ud95-2024-0763-KB

**Code AIOT** : 0006506776

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 septembre 2024 de la carrière souterraine exploitée par Etex France building Perform (ex SINIAT) implantée MONTMORENCY EST 95091001 - 95570 Bouffémont. L'inspection a été annoncée le 24 mai 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi annuel de la carrière souterraine.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Etex France building Perform (ex SINIAT)
- MONTMORENCY EST 95091001 95570 Bouffémont
- Code AIOT : 0006506776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE a été autorisée le 27 juin 2001 à exploiter une carrière souterraine de gypse pour une durée de 30 ans. L'arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2023 a actualisé le classement de la carrière tel que :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'activité et seuil
2510-1	A	Exploitation d'une carrière d'une superficie de 472 ha	800 000 t
2515-1	E	Broyage, concassage, criblage...	530 kW

A : Autorisation, E : Enregistrement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Plans	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001, Article II-18 des prescriptions techniques	Demande d'action corrective	1 mois
6	Conduite de l'exploitation souterraine	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001, Article II-7 des prescriptions techniques	Demande d'action corrective	1 mois
6	Conduite de l'exploitation souterraine	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001, Article II-7 des prescriptions techniques	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 20 février 2023, article 3	Sans objet
2	Exploitation de la carrière souterraine	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 20 février 2023, article 4	Sans objet
4	Extraction	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001, Article II-10 des prescriptions techniques	Sans objet
5	Règles d'exploitation	Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001, Article II-6 des prescriptions techniques	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi environnemental de la carrière souterraine est réalisée avec sérieux. Toutefois, des non-conformités sont constatées. Elles concernent l'oubli de transmission de plusieurs documents réglementaires notamment, l'absence de transmission à l'inspection du plan d'exploitation semestriel et les résultats trimestriels des mesures de vibrations. Ces carences semblent dues aux vacances de postes au sein du groupe ETEX, principalement du responsable d'exploitation de la carrière. Cette situation reste toutefois temporaire. Un nouveau responsable d'exploitation a été nommé. L'inspection reconnaît le sérieux de l'exploitant en situation normale.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 20 février 2023, article 3					
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques de classement des activités autorisées					
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001 est modifié comme suit :					
Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrière 1.Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	Exploitation d'une carrière souterraine de gypse d'une superficie de 472 ha 90 ca 19 a	350 000 m <sup>3</sup> /an soit 800 000 t/an
2515	1.a	E	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2 a.La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant > 200 kW	Machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation : broyeur/concasseur/cribleur	530 kW<
A : Autorisation ; E : Enregistrement					
<b>Constats :</b>  Dans un premier temps, l'exploitant a présenté les activités de la carrière.  ETEX exploite une carrière souterraine de gypse sous la forêt de MONTMORENCY. Une partie de cette même carrière est exploitée par PLACOPLATRE. Les 2 quartiers, ETEX et PLACOPLATRE, au sein de la même carrière, sont bien délimités. Chaque quartier possède son propre concasseur et sa propre équipe d'environ 10 personnes. Pour accéder à la carrière, il existe un tunnel commun avec un double sens de circulation puis, l'accès au quartier ETEX est distinct, plutôt sur la zone nord de la forêt de MONTMORENCY.  En 2023, 115 000 tonnes de gypse ont été extraits, soit trois fois moins qu'habituellement tel que rappelé par l'exploitant. En effet, l'exploitant a ajouté que l'extraction de gypse avait repris à l'été 2023 suite aux désordres constatés en 2022 qui ont engendré un changement de phasage. Ce changement de phasage a impliqué un changement de la zone d'extraction. Ainsi, le temps de préparation de la nouvelle zone d'extraction, sécurisation de la zone notamment, a retardé l'extraction du gypse à mi-2023. Le gypse extrait alimente les 2 usines ETEX, l'une à AUNEUIL dans l'Oise et l'autre à MERIEL dans le Val d'Oise. Pour 2024, les prévisions sont plus optimistes et avoisineraient 340 000 tonnes. Les quantités de gypse extraites en 2023 respectent les quantités maximales prescrites.  Dans un second temps, l'exploitant a présenté les activités de la carrière, en lien avec les rubriques de classement. Il a précisé qu'aucune modification n'avait été réalisée sur les activités relevant d'une rubrique de la nomenclature. Il n'y a pas eu de modification du broyeur/concasseur.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>					
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite					

## N° 2 : Exploitation de la carrière souterraine

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 20 février 2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Phasage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le paragraphe 2 de l'article I-1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juin 2001 est modifié comme suit :  «En particulier, l'exploitation est conduite, et les cavités exploitées sont remises en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact initiale, aux dossiers de porter à connaissance et aux plans de phasage d'exploitation et de remise en état joints en annexe du présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier initial de demande d'autorisation daté du 21 juillet 1999 complété le 03 décembre 1999 en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.»
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un plan sur lequel apparaît le phasage jusqu'en 2027. Actuellement, le gypse est extrait sous la commune de Bouffémont. Le phasage présenté correspond au phasage repris en annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2023.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001, article II-18 des PT
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plans
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il est établi un plan orienté et repéré par rapport à la surface de la carrière. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 m ;</li><li>- les zones en cours d'exploitation ;</li><li>- les zones déjà exploitées non remises en état ;</li><li>- les zones remises en état ;</li><li>- les cotes de niveau des points principaux.</li></ul> Ce plan est remis à jour au moins une fois tous les 6 mois, au 30 juin et au 31 décembre de l'année N. L'exemplaire du 31 décembre est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment les volumes de vide restant à remblayer relevé par un géomètre, le volume annuel de gypse extrait, le volume annuel de remblai mis en place). Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant est adressé à l'inspection des installations classées et à la préfecture au plus tard au 1er octobre de l'année N et l'exemplaire accompagné de ses annexes au 1er mai de l'année N+1.
<b>Constats :</b>  Lors des contrôles documentaires, l'exploitant a présenté le plan réglementaire au 1/2500 <sup>ème</sup> à la date du 31 décembre 2023 faisant apparaître l'ensemble des éléments attendus, particulièrement la limite du périmètre d'autorisation, zones en cours d'exploitation, zones déjà exploitées non remises en état et zones remises en état. L'exploitant n'a pas pu présenter ce même plan à la date du 30 juin 2024. <b>Ceci constitue une non-conformité.</b>  <b>Non-conformité n°1 : Le plan réglementaire daté de moins de 6 mois n'a pas été transmis à l'inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001, article II-10 des PT
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Puits d'aérage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant maintient au minimum un puits d'aérage à l'issue de la phase de préparation de l'accès de l'exploitation. Ce puits, outre l'utilisation faite pour l'aérage de la carrière avec un des puits de la carrière voisine, est utilisé comme issue de secours pour la sortie du personnel ou pour l'accès des services de secours. Son accessibilité est toujours maintenue. Dans la forêt, le puits est balisé. Son accès est interdit au public.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le plan de phasage sur lequel apparaissent les zones actuellement en cours d'exploitation et la position du puits d'aérage.  A l'issue de l'inspection, il a bien été constaté la présence de ce puits dans la forêt de Montmorency. Le puits était entouré d'un mur béton et équipé d'une porte fermée à clé. La porte était bien fermée lors de l'inspection. Toutefois, l'accès au puits depuis la forêt est difficile, le chemin d'accès n'étant pas dégagé. Interrogé sur ce point, l'exploitant a indiqué avoir débroussaillé cet été l'accès. Or, l'ONF l'a interpellé pour lui rappeler qu'il n'était pas compétent. Il revient ainsi à l'ONF de s'assurer que le chemin d'accès au puits est dégagé en permanence.  Enfin, l'exploitant a précisé que le SDIS avait un plan sur lequel est positionné ce puits. Les coordonnées GPS figurent également sur ce plan. Enfin, l'exploitant a rappelé que le plan et les coordonnées GPS sont également mis à disposition au niveau du pont bascule, à l'entrée de la carrière.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Observation :</b> L'exploitant se rapproche de l'ONF afin que le chemin d'accès au puits soit dégagé et donc accessible en permanence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Règles d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001, article II-6 des PT
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zone de protection
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les tirs à l'explosif ne peuvent se faire à moins de 300 m en projection horizontale de toute habitation existante hors du périmètre autorisé. (...)
<b>Constats :</b>  Au regard des désordres constatés en 2022 au sein de la carrière qui ont obligé l'exploitant à modifier son plan de phasage, l'extraction du gypse a été déplacée, dès l'été 2023, à « l'entrée » de la carrière. Ce déplacement a fait que l'extraction du gypse s'est rapidement faite dans la zone comprise entre 300 et 500 m des habitations, imposant à l'exploitant le suivi des vibrations issues des tirs d'explosifs.  Dans un premier temps l'exploitant a présenté la démarche de communication auprès des riverains. Une communication a d'abord été réalisée à l'aide de courriers en recommandé pour informer les riverains du fait que l'extraction du gypse réalisée à l'aide d'explosifs allait être réalisée dans les prochains mois et ce, à plus de 300 m (mais moins de 500 m) de leur habitation. Un expert foncier a ainsi été diligenté afin de réaliser une expertise des habitations concernées. Environ 50 personnes ont demandé le passage de l'expert pour contrôle de l'état de leur maison. Ensuite, face à la crainte des habitants, une réunion publique a été tenue en mairie de Bouffémont début janvier 2024 afin d'exposer la démarche d'expertise et les conditions d'exploitation de la carrière dont les tirs à l'explosif. Une cinquantaine de personnes était présente. Deux mois après cette réunion publique, afin de lever les dernières craintes, une visite de la carrière réunissant 60 personnes a été organisée afin de présenter les conditions d'exploitation de la carrière. A ce jour, les habitants contactés ne se sont pas rapprochés de l'exploitant pour lui signaler un quelconque désordre ou une dernière réserve. La situation semble aujourd'hui maîtrisée.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 6 : Conduite de l'exploitation souterraine

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral d'autorisation du 27 juin 2001, article II-7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque la distance du front d'abattage se situe à moins de 500 m des habitations, des mesures de vitesses particulières telles que définies dans l'article IV-7-2 du présent arrêté sont réalisées par un laboratoire indépendant, à la charge de l'exploitant. Les lieux, au nombre de deux minimum, et la fréquence sont définis par un expert nommé par le tribunal de grande instance à la demande de l'exploitant. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées après chaque campagne dans un délai d'un mois. Par ailleurs, un capteur fixe et permanent est placé en un point proposé par l'exploitant en accord avec l'inspection des installations classées pour chaque zone exploitée à moins de 500 m des habitations. La proposition des points de mesures devra parvenir à l'inspection des installations classées avant le début de l'exploitation dans les zones concernées. Les mesures effectuées dans l'année précédente sont consultables par l'inspection des installations classées sur le site. Les autres résultats des mesures sont conservés au siège de l'exploitation. Les résultats sont envoyés à l'inspection des installations classées chaque trimestre accompagnés des commentaires appropriés.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a précisé avoir installé dès mai 2023, deux capteurs dans deux habitations distinctes situées entre 300 et 500 m de la zone d'exploitation du gypse, ceci afin de suivre les vibrations émises lors des tirs d'explosifs. Les relevés des capteurs sont suivis par l'Ineris et transmis chaque mois à l'exploitant. A ce stade, l'exploitant a indiqué qu'aucun déclenchement des capteurs n'a été constaté, les mesures étant toutes sous le seuil de détection. Au plus, 0,20 mm/s sont mesurés, la valeur limite étant fixée à 10 mm/s.  Or, l'inspection constate que l'exploitant a installé deux capteurs dans des habitations sans faire valider la position par l'inspection. <b>Ceci constitue une non-conformité.</b> L'inspection constate malgré ce défaut de validation par l'inspection des deux capteurs, que ceux-ci ont été installés dans deux habitations qui avaient déjà accepté l'installation des capteurs lors de l'extraction du gypse en 2003/2004 au niveau de cette même zone.  <b>Non-conformité n°2 : L'exploitant n'a pas consulté l'inspection en amont de l'installation des capteurs.</b>  Dans un second temps, l'inspection a rappelé qu'elle n'avait pas été destinataire des relevés trimestriels. <b>Ceci constitue une non-conformité.</b> L'inspection constate, malgré ce défaut de transmission des rapports trimestriels, que le suivi est bien réalisé et que les résultats des mesures sont en dessous des seuils de déclenchement des capteurs.  <b>Non-conformité n°3 : L'exploitant ne transmet pas les rapports chaque trimestre, reprenant les résultats des mesures de vibrations. Pour une simplification des transmissions, l'inspection invite l'exploitant à créer un compte sur <a href="https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/">https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/</a> afin que les résultats des mesures de vibrations soient transmis via l'appli Gidaf.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois